



N°19- septembre 2012

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2011

Une reprise en demi-teinte

Cédric MUREAU, INSEE, Direction Antilles-Guyane

La reprise amorcée en Guadeloupe en 2010 se poursuit en 2011. Le PIB régional augmente de 1,3 % sur l'année. Toutefois, le ralentissement est net par rapport à 2010 où il connaissait une progression deux fois plus rapide. En 2011, la croissance en Guadeloupe est légèrement inférieure à celle enregistrée en Métropole (+1,7 %), et un peu supérieure à celle mesurée en Martinique (+1,0 %).

Si la reprise est visible sur l'ensemble des agrégats, la nette augmentation des exportations, la progression de la dépense touristique et la bonne tenue de la consommation des ménages sont les principaux déterminants de la croissance. L'investissement s'essouffle, après avoir été un des moteurs de la reprise en 2010.

Les échanges avec l'extérieur s'intensifient dans le cadre d'une légère amélioration du contexte international. Les exportations connaissent même une progression remarquable, dopée par une bonne campagne bananière. Les dépenses touristiques, comptabilisées en tant qu'exports, participent à cette embellie.

A prix constants, le PIB progresse sans toutefois retrouver son niveau de 2008 ; seul les trois quarts de la baisse enregistrée en 2009 ont été rattrapés à la fin de l'année 2011.

Enfin, avec une croissance démographique nulle en 2011, le PIB par habitant progresse à la même vitesse que le PIB (+1,3 %).

Consommation des ménages et exportations tirent la demande

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants

	2010	2011	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut.....	7 683	7 910	1,3	1,6	3,0
Consommation des ménages.....	4 952	5 126	0,9	2,6	3,5
Consommation des administrations publiques.....	3 266	3 362	1,0	1,9	2,9
Investissement.....	1 424	1 476	1,2	2,4	3,7
Imports de biens et services.....	2 554	2 664	1,8	2,5	4,4
Exports de biens et services.....	798	889	5,9	5,2	11,4

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les comptes économiques des DOM passent en Base 2005

Les comptes économiques des DOM sont désormais élaborés, comme au niveau national, en Base 2005, alors qu'ils étaient publiés jusqu'alors en Base 95. Ce changement de base a été l'occasion d'introduire de nombreuses améliorations dans la mesure de l'action sociale, des activités des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), des échanges extérieurs... Les nomenclatures des produits et branches ont également été revues. Par ailleurs, pour la Guadeloupe, ceci s'est accompagné d'un changement de géographie, les îles de Saint Martin et Saint Barthélemy étant désormais exclues.

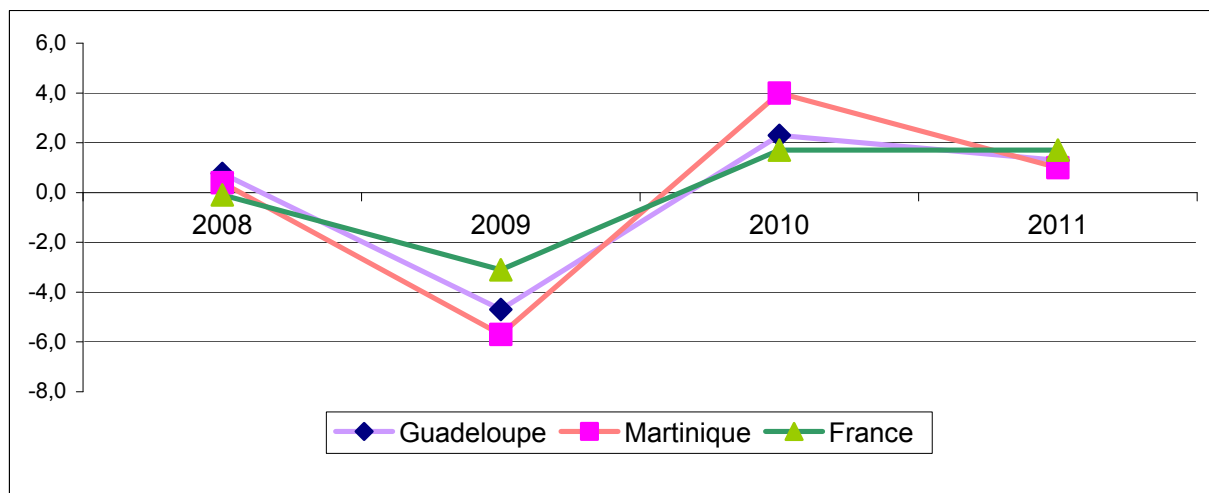
Pour ces raisons, **les données publiées ici ne sont pas directement comparables avec celles diffusées les années précédentes.** Par ailleurs, la dépense des touristes dans le département est désormais comptabilisée au sein des exportations.



L'économie de la Guadeloupe en 2011

La croissance s'essouffle en Guadeloupe

Taux de croissance du Pib en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

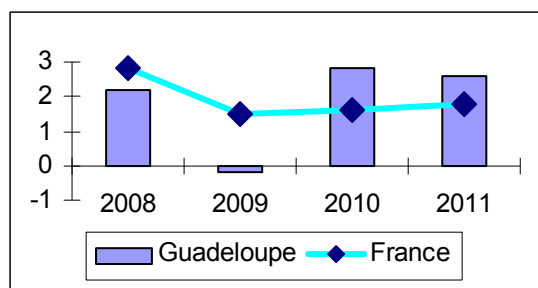
La consommation des ménages soutient la croissance

La consommation des ménages augmente de 0,9 % à prix constants. Contribuant à la croissance à hauteur de 0,6 point, elle s'affirme désormais comme le principal moteur de la reprise. Durant l'année 2011, elle a ainsi retrouvé puis dépassé son niveau d'avant-crise.

Pourtant, l'inflation, qui pesait sur la consommation des ménages en 2010, reste importante en 2011. Les prix progressent de 2,6 % sur l'année dans l'archipel contre 1,8 % dans l'ensemble du territoire national. L'inflation est tirée par la très nette augmentation des prix des carburants consécutive à la hausse mondiale du cours du Brent. Hors énergie, elle est nettement plus modérée (+ 0,5 %) avec, notamment une inflation maîtrisée sur les produits alimentaires (+ 1,2 %) et les biens manufacturés (+ 0,5 %).

Les prix restent à un niveau élevé en 2011

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

La hausse de la consommation des ménages s'explique principalement par la nette augmentation des revenus salariaux en 2011. Ils progressent en effet de 3,7 % sur l'année. Le gain de pouvoir d'achat qui en a résulté s'est reporté davantage sur la consommation que sur l'épargne des ménages, alors même que cette dernière est déjà faible comparée à celle des ménages métropolitains.

Cependant, l'augmentation de la consommation des ménages ne retrouve pas le niveau des années d'avant-crise ; entre 2002 et 2007, elle avait progressé en moyenne de 2,8 % par an. En 2011, elle est pénalisée par un marché du travail qui continue à se dégrader, avec un taux de chômage à 22,6 %. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en hausse de 6,5 % sur l'année, tandis que la part de demandeurs d'emploi de longue durée continue d'augmenter.

Légère augmentation des dépenses publiques

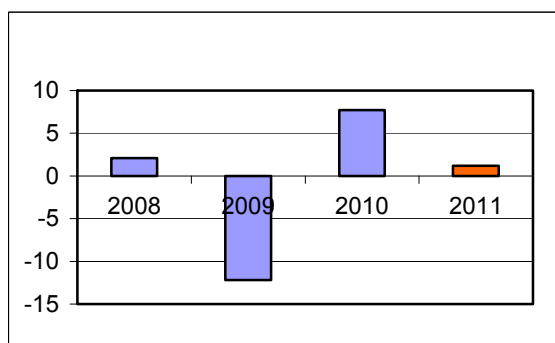
Après une année de recul, la consommation finale des administrations se redresse progressant de 1 % en 2011. Elle est portée par la hausse des charges de personnel. En revanche, les achats et charges externes sont en nette diminution. La consommation finale des administrations contribue pour 0,4 point à la croissance du PIB.

Les investisseurs restent prudents

L'investissement, moteur de la reprise en 2010, s'essouffle en 2011 : il augmente de 1,2 % en volume contre 7,7 % l'année précédente. Il contribue pour 0,2 point à la croissance du PIB, soit trois fois moins que la consommation des ménages.

Un rebond trop faible pour compenser la perte de 2009

Évolution de l'investissement en volume : taux de croissance en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

L'investissement dans le domaine de la construction reste particulièrement sinistré après deux années difficiles. La consommation de ciment est en retrait, affichant un niveau flirtant avec le plus bas de la décennie. Le secteur a connu au mois d'avril un ralentissement lié au conflit social impliquant les transporteurs de matériaux. Ces difficultés s'illustrent à travers l'investissement des ménages¹, qui est en retrait de 12 % sur l'année.

L'investissement public est lui aussi en nette diminution aussi bien au niveau de l'État, que des collectivités locales. Mis à part les travaux de rénovation urbaine qui se poursuivent à Pointe-à-Pitre et aux Abymes et la construction de la nouvelle centrale EDF à Jarry qui a débuté en juin, les grands chantiers sont peu nombreux.

¹ FBCF des ménages purs (hors acquisition de capital des entrepreneurs individuels) constituée essentiellement par les dépenses de construction de logements neufs, le gros entretien de ces logements et les achats de logements aux entreprises (promoteurs en particulier).

La légère augmentation de l'investissement total tient alors essentiellement aux dépenses en biens d'équipement. Mais ces dernières restent mesurées. Ainsi, les importations en biens d'équipements mécaniques, en matériel électrique, électronique et informatique progressent de 6,7 %, soit sur un rythme presque trois fois plus faible qu'en 2010.

Finalement, l'investissement total reste en deçà de son niveau d'avant-crise : à prix constant entre 2008 et 2011, l'investissement est en recul de 4,8 %. Il porte encore les stigmates de la crise et témoigne d'une défiance de la part de l'ensemble des acteurs économiques dans un contexte international toujours difficile.

Les exportations en progression sensible grâce à la banane et au tourisme

La croissance enregistrée sur l'archipel se traduit par la poursuite de la reprise des échanges avec l'extérieur.

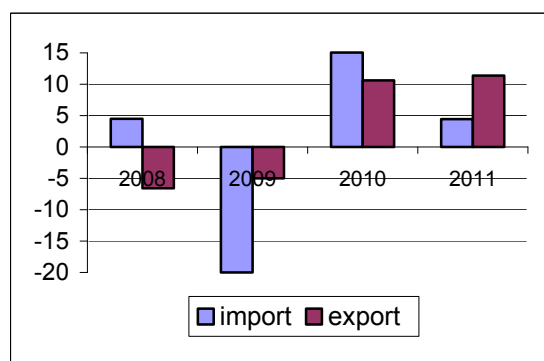
Les importations en biens et services augmentent de 4,4 % en valeur, soutenues essentiellement par la consommation finale des ménages. Elles contribuent négativement à la hausse du PIB : - 0,6 point. Les importations en denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac progressent ainsi de 8,2 % sur l'année. La hausse du cours du Brent a pour sa part joué un rôle de premier plan quant à l'augmentation des imports en valeur.

Les exportations, qui avaient déjà dépassé leur niveau d'avant-crise en 2010, voient leur progression s'accélérer encore en 2011 : + 11,4 % en valeur, que la dépense des touristes soit comptabilisée au sein des exports ou non. Elles sont dopées par une meilleure campagne bananière en 2011 qu'en 2010, où elle avait été perturbée par les pluies de cendres du volcan de Montserrat. Le tonnage expédié progresse de 39 % pour un prix au départ du quai en hausse de 34 %. Les exportations contribuent finalement à la croissance à hauteur de 0,6 point.

L'économie de la Guadeloupe en 2011

Les exportations s'accroissent depuis 2010

Évolution des échanges extérieurs en valeur : taux de croissance en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

La balance commerciale, ne se détériore pas davantage en 2011. Son déficit est stabilisé à 1,8 million d'euros. Autrement dit, la hausse observée sur les exports compense celle mesurée sur les imports. En conséquence, la contribution à la croissance de l'ensemble du commerce extérieur, traditionnellement négative en Guadeloupe, est nulle en 2011. La demande extérieure s'affirme donc comme un des moteurs de la reprise.

2011, année touristique

Le regain d'activité touristique amorcé en 2010 se poursuit en 2011. La dépense totale des touristes est en augmentation de 11,4 % en valeur en 2011, soit une hausse de 5,9 % en volume. Elle participe donc à la nette progression des exports.

La fréquentation touristique dépasse dès lors le niveau qui était le sien en 2008. Cet afflux de visiteurs a généré 8 % de nuitées supplémentaires pour l'hôtellerie guadeloupéenne. La progression concerne l'ensemble des touristes, quelle que soit leur provenance : résidents guadeloupéens, Français extérieurs au département et touristes étrangers.

Des disparités existent toutefois entre les établissements hôteliers : les touristes se sont davantage orientés vers la grande hôtellerie au détriment de la petite et moyenne hôtellerie. Ces dernières ont perdu des clients par rapport à 2010.

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2011 de la Guadeloupe repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Guadeloupe, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Pour en savoir plus

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.cerom-outremer.fr/guadeloupe ou sur www.insee.fr/guadeloupe

« La Guadeloupe en 2011 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2011 www.iedom.fr

« L'année économique et sociale 2011 en Guadeloupe », Antiane-Eco n°75, Insee – juin 2012

« Reprise de l'activité économique » - Comptes rapides 2010, novembre 2011

« Un repli économique sans précédent » - Comptes rapides 2009, octobre 2010

Directeur de la publication : Georges-Marie Grenier

© Insee - Iedom - AFD - 2012